



LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME
EN NORD-PAS-DE-CALAIS

2017

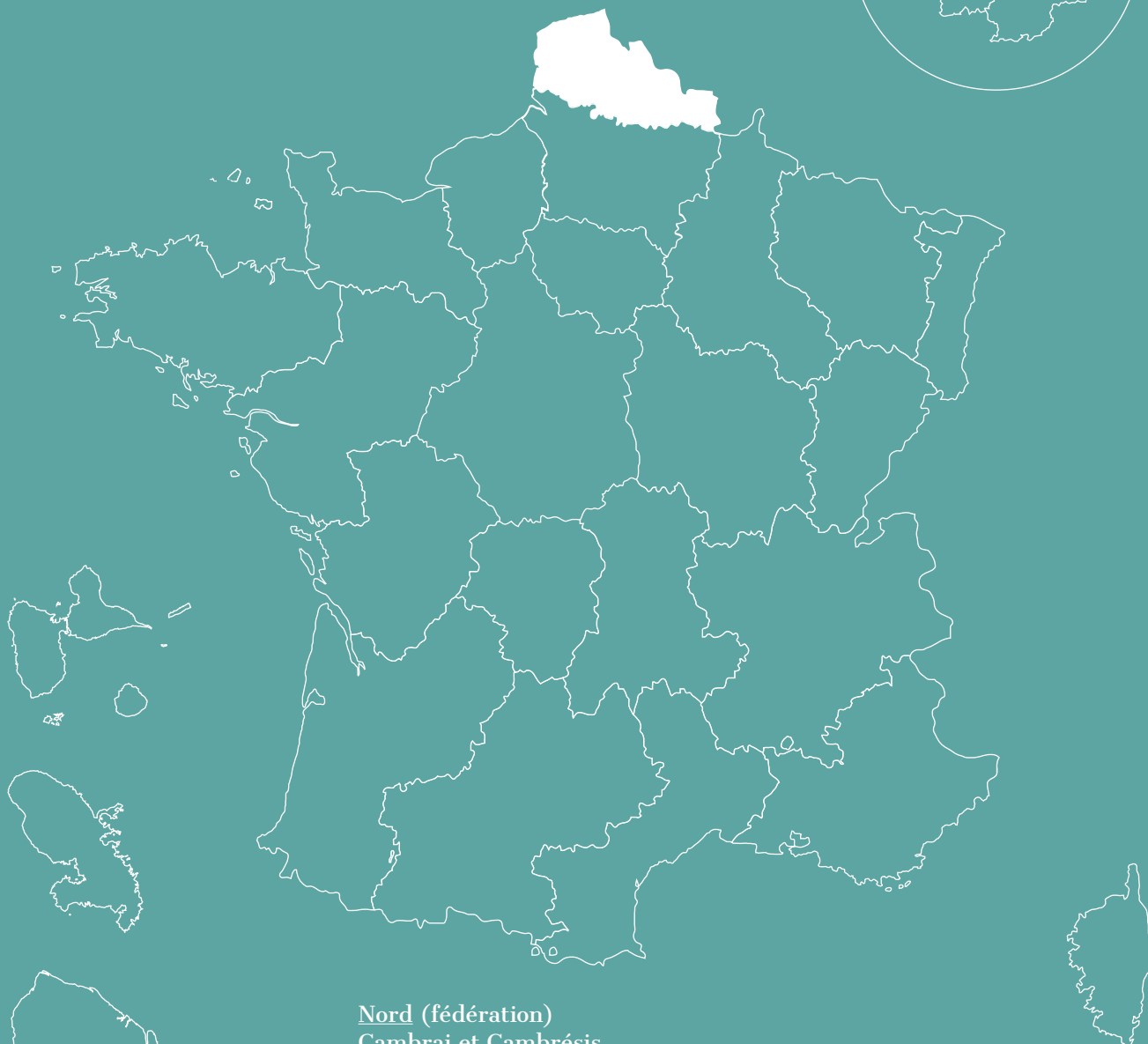
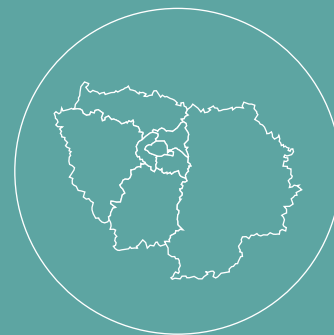
Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



NORD-PAS-DE-CALAIS

La région compte 318 adhérents
regroupés en 14 sections et 2 fédérations



Nord (fédération)
Cambrai et Cambrésis
Dunkerque
Lille
Roubaix
Somain et l'Ostrevent
Tourcoing

Pas-de-Calais (fédération)
Arras
Boulogne-sur-Mer
Calais
Hénin-Carvin
Lens-Liévin
Montreuil-sur-Mer
Saint-Omer
Saint-Pol-sur-Ternoise

ÉDITO

DÉFENDRE LES DROITS ET LES LIBERTÉS PARTOUT, POUR TOUS

En 2017, la LDH est intervenue pleinement dans le vaste champ des droits de l'Homme. De plus en plus étendu et complexe, omniprésent dans le cadre du politique, il se décline dans des thématiques qui vont de la lutte contre le terrorisme en passant par les questions de migrations, des discriminations liées à l'origine, au genre, à la religion, aux handicaps, à des questions socio-économiques, d'éducation, de santé, d'environnement, de bioéthique...

Dans certains domaines, la LDH dispose d'une expérience et de compétences reconnues. Dans d'autres, elle innove, consciente que les droits et libertés se posent aussi dans des termes nouveaux avec les évolutions scientifiques, la révolution numérique, la « mondialisation », la destruction de la planète...

Le congrès de Grenoble a fixé, en juin 2017, deux axes stratégiques : la démocratie et la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Ils ont inspiré de nombreuses actions, prises de position et analyses. De même, la question de l'égalité femmes/hommes, celle de la liberté d'expression artistique compatible avec une lutte résolue contre le racisme et le sexisme ont été au cœur de ses interventions.

La LDH a aussi œuvré pour le respect des droits des étrangers et pour un accueil digne des migrants. C'est en effet à l'aune de la manière dont elle accueille ou au contraire regroupe, enferme, refoule ces étrangers qu'une société se jauge, se mesure à elle-même.

Le travail engagé sur les grands enjeux de société, de la santé et de la bioéthique (thème de son université d'automne en 2017), de l'accès aux droits socio-économiques, des questions « environnementales » témoigne aussi de l'ouverture de la LDH à des enjeux nouveaux.

Enfin, sur les questions internationales, la LDH a poursuivi son engagement auprès d'associations ou de collectifs qui, en France, agissent en solidarité avec les peuples, sociétés ou groupes opprimés, colonisés, victimes de guerre ou privés de démocratie.

Cette liste non exhaustive atteste d'une activité dense. Si, en France comme ailleurs, trop de droits sont bafoués et trop nombreuses en sont les victimes, l'air du temps est lui caractérisé par une tendance à relativiser ces réalités et à accepter comme une fatalité un renoncement aux droits, aux libertés, à l'exigence d'un traitement digne pour tous. Ce « relativisme » confine en fait au déni, qu'il s'agisse :

- de « relativiser » des violences institutionnelles (école, justice, police) ou des expressions ou des actes racistes, de peu s'inquiéter de la recrudescence d'une extrême droite raciste et liberticide et de ses discours et manipulations ;
- de se laisser gagner par une « insécurité identitaire » avec la défense d'une laïcité défigurée se traduisant, de fait, par le rejet d'une religion ;
- de nier la crise environnementale au nom d'intérêts particuliers ;
- de sacrifier des libertés sans état d'âme à la lutte antiterroriste ;
- de traiter de manière indigne des migrants au nom de la crise sociale ;
- de remettre en cause des droits sociaux au nom d'une lutte (improbable) contre le chômage ;
- d'écarter les nouveaux atours d'un patriarcat sans cesse renouvelé, tels que dénoncés par les femmes victimes de harcèlement, de violences et d'un traitement inégal.

Face à de tels défis, la LDH a produit analyses et positionnements et les a traduits en actions et outils, comme avec

la loi « sécurité et libertés », l'accueil des migrants, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, le numérique et la protection des données personnelles, ou encore la question des communs et de l'environnement.

Tant au niveau régional que local, l'action de la LDH se conjugue avec celle des citoyens et des associations qui défendent les droits et les mettent en pratique : par exemple le soutien juridique et l'accompagnement des migrants, ou encore de toutes celles et tous ceux qui sont touchés par le déni des droits. Ces mobilisations locales sont les maillons essentiels de diffusion d'une culture des droits de l'Homme : intervention en milieu scolaire, formation des acteurs associatifs et des citoyens sur le racisme, l'antisémitisme, les discriminations, organisation de nombreuses réunions publiques et ciné-débats.

Bref, la LDH s'est saisie en 2017 des grands enjeux qui agitent notre société et le monde sans jamais oublier la défense des droits et libertés et la solidarité dans tous ses aspects, pratiques et symboliques à la fois.

D'autres défis urgents se présentent à elle, s'agissant de son modèle de gouvernance et d'action, de ses modes de financement et de sa capacité à faire connaître son action et à attirer de nouvelles énergies. C'est là un chantier ambitieux qu'il nous faudra poursuivre avec la lucidité, l'exigence et la créativité que développent déjà, à toutes les échelles d'action, ceux qui font la vie de l'association : les ligueuses et les ligueurs.

Malik Salemkour
Président de la LDH

LA LDH EN NORD-PAS-DE-CALAIS EN ACTION EN 2017

Les thématiques qui intéressent la LDH sont multiples : démocratie, libertés, droits, justice, droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux, étrangers, droit d'asile, égalité entre les femmes et les hommes, racisme, antisémitisme et discriminations, permanences, soutien juridique, campagnes d'alerte et de sensibilisation, pédagogie, communication, international, Europe...

Défendre les droits des étrangers

Toutes les sections du Nord-Pas-de-Calais se sont engagées dans l'accompagnement des demandeurs d'asile, des réfugiés, des mineurs non accompagnés (MNA) pour le respect de leurs droits et de leur dignité, elles ont œuvré pour promouvoir la solidarité.

Le soutien aux étrangers, et surtout des migrants, est encore resté cette année au cœur de l'action dans le Nord-Pas-de-Calais.

Nous avons été amenés à contacter les pouvoirs publics à plusieurs reprises pour alerter sur les situations les plus critiques, dans un climat qui reste très difficile pour les migrants et ceux qui leur viennent en aide. Ainsi, nous avons rencontré le sous-préfet de Calais pour demander la mise en œuvre de l'accès à l'eau pour les migrants suite à une décision du Conseil d'Etat enjoignant l'Etat et la ville de Calais à agir dans ce sens. Nous avons rencontré la préfète déléguée à l'égalité des chances pour faire part de notre émotion suite, au suicide, en prison, d'un jeune accusé d'avoir aidé des migrants.

Outre ces rencontres ponctuelles, des sections de la LDH (Dunkerque, Boulogne-sur-Mer, Lille, Roubaix, Arras, Cambrai et Cambrésis...) ont assuré, en

2017, plus d'une centaine de permanences d'accès aux droits, où les questions traitées sont souvent en relation avec la situation administrative des migrants. Des militants interviennent en accompagnement des démarches aux guichets des préfectures et sous-préfectures. Sur la métropole lilloise, les dossiers sont portés devant la Commission consultative départementale de réexamen des situations administratives des étrangers (Codrese), où siège la LDH avec nos partenaires (Mrap, Cimade et les associations de soutien aux étrangers).

Les sections de la côte (Dunkerque et Boulogne-sur-Mer) sont toujours actives sur la situation des migrants, apportent une aide matérielle et alertent les pouvoirs publics et la population sur la situation au travers de conférences de presse, de lettres ouvertes et de campagnes d'information.

Lutter contre les préjugés, les propos racistes, antisémites et xénophobes

La Ligue des droits de l'Homme refuse toute discrimination et combat toutes les formes de racisme et d'antisémitisme. Elle refuse d'enfermer la lutte contre le racisme et l'antisémitisme dans quelque démarche communautaire que ce soit.

Dans le Pas-de-Calais, la LDH a intégré le Comité opérationnel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme (Cora) en préfecture du Pas-de-Calais, à Arras. Cette réunion a été présidée par le préfet du Pas-de-Calais, en présence du préfet chargé de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme,

l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrah), afin de lancer ce comité qui se réunira tous les six mois. L'objectif du comité est de veiller à l'application des actions de l'Etat en matière de lutte contre le racisme, définir les actions de prévention et dresser un bilan régulier des actions mises en œuvre.

Dans le Nord, des sections suivent la mise en place de plateformes locales de lutte contre les discriminations. La LDH veut faire entendre sa voix dans les instances officielles et y porter ses valeurs universalistes d'égalité et de fraternité.

Promouvoir les solidarités

Dans un monde où les atteintes aux libertés sont courantes, la LDH dénonce le recours à la terreur, les crimes contre l'humanité, la répression brutale des mouvements sociaux et des dites « minorités », les violations massives et délibérées des populations civiles. Avec la FIDH (Fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme), avec l'AEDH (Association européenne pour la défense des droits de l'Homme), avec EuroMed Droits (Réseau euroméditerranéen des droits de l'Homme), la LDH est solidaire des victimes d'atteintes à tous les droits.

Dans le Nord-Pas-de-Calais, la situation en Palestine reste une cause qui mobilise beaucoup de sections.

Par ailleurs, que ce soit à travers les permanences d'accès aux droits, ou à travers leur participation à des actions d'aide aux migrants, les ligueurs de la région sont solidaires des populations qui fuient les guerres, la misère et les répressions à travers le monde. Les militants des sections du littoral sont impliqués dans l'aide matériel directe aux migrants, avec les associations dont c'est la vocation première, et qui sont très présentes sur le terrain.

Œuvrer pour plus de démocratie et nourrir le débat citoyen

La LDH s'inquiète des atteintes aux libertés publiques aggravées par des lois sécuritaires. Elle dénonce une politique du tout carcéral, alors que les prisons surpeuplées sont des lieux d'inhumanité et de violence. La LDH agit aussi pour l'indépendance de la justice et pour la présomption d'innocence. La LDH est de toutes les mobilisations contre l'extrême droite en France et s'oppose aux discours xénophobes. Les technologies de l'information et de la communication connaissent d'indéniables avancées mais peuvent être exploitées pour devenir des outils de surveillance et d'oppression. La LDH joue un rôle d'alerte.

La mobilisation contre l'extrême droite est une question majeure dans le Nord-Pas-de-Calais car l'extrême droite est fortement implantée dans certains secteurs, notamment autour du bassin minier. La stigmatisation et la haine de l'étranger et du migrant font partie du discours martelé. Les pressions pour tenter de faire taire l'opposition à ces idées sont multiples. Des procès sont intentés par les tenants de l'extrême droite, là où ils détiennent le pouvoir, à l'encontre des journalistes ou des élus d'opposition dans l'exercice de leur mandat. Cette extrême droite multiplie aussi, sur les réseaux sociaux, les attaques personnelles, les injures et les menaces à l'encontre de ces élus et journalistes. La LDH réagit et dénonce ces attitudes par des communiqués de presse, la participation à des manifestations et l'organisation de conférences pour sensibiliser la population et aider au décodage des raisons qui poussent au développement des discours xénophobes.

Défendre l'égalité entre les femmes et les hommes

La LDH dénonce la persistance des violences, des inégalités et des discriminations qui touchent les femmes dans tous les domaines. Elle milite pour que la législation française, largement égalitaire, soit effectivement appliquée : remboursement complet de la contraception, développement des services hospitaliers pratiquant l'IVG,

orientation des filles dans toutes les filières, formations pour l'accès à tous les métiers et niveaux de responsabilité, égalité des salaires, mixité réelle des candidatures aux élections.

En plus de ses activités habituelles sur le sujet, la fédération du Nord et la section locale sont intervenues suite à la censure partielle d'une exposition d'œuvres réalisées par les élèves d'un lycée de Cambrai.

Un mini colloque a été organisé, avec la participation d'élèves et de parents d'élèves, pour évoquer la question des violences faites aux femmes et de la difficulté d'en parler dans notre société.

Les sections participent à la Journée du droit des femmes, le 8 mars, par des initiatives variées qui traitent des discriminations ou qui mettent en avant des femmes célèbres, comme l'a fait la section de Boulogne-sur-Mer avec sa conférence « Marie Curie, Femme savante et femme libre ».

Eduquer aux droits de l'Homme et à la citoyenneté

Les questions concernant la citoyenneté et l'effectivité des droits constituent une des préoccupations essentielles de la Ligue des droits de l'Homme. Rencontrer les jeunes, leur donner la parole est donc un enjeu important.

Dans le Nord-Pas-de-Calais, de nombreuses interventions ont été menées en direction des jeunes : dans des établissements scolaires, des centres de formation, ailleurs...

Comme chaque année, la fédération du Pas-de-Calais a pris une part active dans le concours des « Ecrits pour la fraternité », dont le thème en 2017 était « *Du pain en temps de paix est meilleur que du gâteau en temps de guerre* ». Cette année encore des classes de ce département, à Hénin-Beaumont, Arras, Bully-les-Mines, ont remporté des prix.

Le groupe de travail sur « Les fusillés pour l'exemple » de la Grande Guerre, mis en place en 2014, a finalisé son action. Il dispose désormais d'une exposition, d'une conférence et de livrets pédagogiques. Il a pu commencer à intervenir dans les écoles, les collèges et les lycées.

Plusieurs sections, telles que la jeune section de Somain et l'Ostrevant, organisent des conférences sur des thèmes d'actualité : l'égalité femmes hommes, le droit à la santé, le droit au travail... Ces conférences sont l'occasion de débats nourris, avec un public varié.

LES CONTACTS DANS VOTRE RÉGION



Comité régional

Hauts-de-France

Maison des associations
24, place de la Liberté
59100 Roubaix

Fédération

Nord

41, rue des Capucins
59400 Cambrai
(contact via la section de Cambrai
et Cambrésis)

Section

Cambrai et Cambrésis

41, rue des Capucins
59400 Cambrai
cambrai@ldh-france.org

Section

Dunkerque

Maison de l'environnement
Villa Ziegler
Rue du Casino
59240 Dunkerque
03 28 69 13 68

Section

Lille

5, rue Saint-Omer
59000 Lille
03 20 52 12 02
ldh.lille5900@gmail.com

Section

Roubaix

Maison des associations
24, rue de la Liberté
59100 Roubaix
ldh.roubaix@free.fr

Section

Somain et l'Ostrevent

ldhsomain@gmail.com

Section

Tourcoing

Maison des associations
100, rue de Lille
59100 Roubaix

■ Ligue des droits de l'Homme de
Tourcoing

Fédération

Pas-de-Calais

site.ldh-france.org/pasdecalais/
(contact via la section de St-Omer)

Section

Arras

Maison des sociétés
Rue Aristide Briand
62000 Arras
ldh.arras.62@gmail.com

Section

Boulogne-sur-Mer

36, Grande Rue
62200 Boulogne-sur-Mer
03 21 10 52 76
ldhboulognesurmer@sfr.fr

Section

Calais

Maison Pour Tous
81, boulevard Jacquard
62100 Calais
06 31 27 19 69
calaisldh@gmail.com

Section

Hénin-Carvin

Centre culturel Matisse
10, rue de Verdun
62950 Noyelle-Godault

Section

Lens-Liévin

ldh-lens@sfr.fr

Section

Montreuil-sur-Mer

120, rue du Docteur Quettier
62600 Berck
droitsdelhomme@laposte.net

Section

Saint-Omer

Maison des associations
Allée des Glacis
62500 Saint-Omer
06 52 65 90 79
ldhauromarois@gmail.com

Section

Saint-Pol-sur-Ternoise

35, rue principale
62130 Framecourt

Adhérer à la LDH

Pour adhérer directement sur Internet, rendez-vous sur www.ldh-france.org/Adherer
ou envoyez ce bulletin à LDH, 138 rue Marcadet, 75018 Paris

Mme M. Prénom:
Adresse: Tél.:
..... Mail:

Je souhaite adhérer à la LDH.





LdH — Ligue des droits de l'Homme

138 rue Marcadet – 75018 Paris

Tél. 01 56 55 51 00 – Fax 01 42 55 51 21

ldh@ldh-france.org – www.ldh-france.org